

Quel avenir pour la filière RH au SCA ?



Alors que les canons grondent aux portes de l'Europe et que le président candidat veut réinvestir dans l'armée, la question de l'avenir du soutien AGSC (Administration Générale et de Soutien Commun) se pose au sein du MINARM.

Le Service du Commissariat des Armées, premier employeur de personnel civil du ministère, qui assure le soutien commun au MINARM, semble être la victime toute désignée de la volonté de certains de remettre le soutien au sein des forces.

A maintes reprises, **FO** a alerté sur ces tentatives de ré-internalisation de pans entiers du soutien qui ne serait ni plus ni moins que la fin du concept de mutualisation des moyens et des Bases de Défense (BdD).

Ainsi, même si la décision sur l'avenir de la filière Administration du Personnel (AdP) n'est pas prise et, selon toute vraisemblance, ne devrait pas intervenir avant l'élection présidentielle, les orientations du groupe de travail sur la fonction AdP et la mise en ordre de bataille des DRH d'armées laissent peu d'espoir sur le maintien de la RH au sein du SCA.

Nous avons indiqué que les Divisions Administration du Personnel (DAP) n'existeraient plus en l'état, c'est l'ensemble de la fonction AdP au SCA qui est menacée. Même si l'opérateur de la solde (Etablissement National de la Solde - ENS) ne devrait pas être que peu impacté, il n'en sera vraisemblablement pas de même pour la RH de proximité. Les cellules DFI (Droit Financier Individuel) devraient être réorganisées en profondeur et voir leurs missions évoluer ostensiblement. Pour le reste de la filière, l'inquiétude demeure.

Quelles seront les attributions des ATLAS en matière d'administration du personnel ? Que restera-t-il au sein des DAP ?

Une chose est sûre, ces ré-internalisations conduiront irrémédiablement à une perte de compétences et à des restructurations massives, le nombre d'agents concernés dépassant le millier.

La fonction RH civile n'est pas mieux lotie. La volonté du Service des Ressources Humaines Civiles (SRHC) de maîtriser les process de bout en bout avec une digitalisation exacerbée condamne les BPC des GSBdD (Groupements de Soutien des BdD) à brève échéance. Les conditions de travail dans les CMG, liées aux coupes drastiques dans les effectifs, ont de quoi nous laisser perplexes pour l'avenir.

Dès lors, plusieurs questions se posent :

- Le soutien au sein du SCA va-t-il encore évoluer ?
- Le modèle des adossements des GSBdD du quart Nord-Est a-t-il vocation à se généraliser ?



**ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES**
du 1^{er} au 8 décembre 2022



- Va-t-on vers une organisation reposant exclusivement sur des GSBdD socles, calquée sur la réforme à venir de la carte des BdD, comme **FO** l'avait mentionné à plusieurs reprises, et qui avait été formellement démentie par la DCSCA ?
- Va-t-on vers la fin des GSBdD NG ?

Et le personnel civil dans tout ça, me direz-vous ? Victime collatérale, le personnel civil, **il subit**.

Il subit ce sous-effectif dû au PAM (Plan Annuel de Mutation) qui impacte directement la charge de travail et altère de façon durable la Qualité de Vie au Travail.

Il subit des changements d'organisation constants au sein de SCA. Les modèles de fonctionnement présentés par la DCSCA sont à peine mis en place, que ceux-ci sont déjà obsolètes. SCA 22 n'est pas encore déployé sur l'ensemble du territoire national qu'on nous vend une projection sur un SCA 2030, alors que personne ne sait ce qu'il adviendra en 2023.

Il subit des réorientations professionnelles perpétuelles, changeant de fonction au gré des restructurations ou des externalisations, cumulant les emplois au gré des sous-effectifs.

Il subit des situations de stress, ne pouvant pas se projeter à plus de deux ans sur son avenir au sein du SCA.



Le SCA n'a cessé de se réorganiser au cours de ces dernières années, pour répondre au mieux aux besoins des armées.

Pendant, les sous-effectifs et les vellétés de certains d'un retour au SCA « historique » engendrent un climat anxigène, notamment pour les agents qui œuvrent au sein des Divisions Administration du Personnel. Pour FO, le MINARM paie les suppressions d'effectifs subies dans le soutien depuis plus de 10 ans.

Sans prendre part à l'organisation du ministère, FO sera vigilante pour que le soutien RH soit au plus près des soutenus, et pour que les agents de la filière AdP voient la qualité de leur travail reconnue et se voient offrir des parcours professionnels dignes de ce nom.

Si la ré-internalisation de la fonction AdP devait avoir lieu, FO se montrera particulièrement vigilante sur la manœuvre RH et sur l'accompagnement social mis en place. Une telle mesure, qui concerne plusieurs centaines d'agents, devra nécessairement être lissée dans le temps et ne pas être imposée de façon dogmatique au gré de la parution des REO (Référentiels en Organisation).

FO veillera à ce que le personnel civil ne soit pas le laissé pour compte d'une nouvelle organisation du soutien.

Le 4 avril 2022

**ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES**
du 1^{er} au 8 décembre 2022

